naître, c'était dire que le consentement des parents suffisait, que le consentement du confesseur suffisait aussi, l'un indépendamment de l'autre.

Au paragraphe 4 l'on ne pouvait pas dire: *vel, ou*; la direction donnée eût manqué de sens. Que signifierait, en effet, cette phrase: il appartient aux parents *ou* au confesseur d'admettre à la première Communion? — Rien de net, rien de satisfaisant; tout lecteur demanderait aussitôt: mais enfin, à qui des deux? — Il fallait nécessairement dire *et*. Cette conjonction crée, pour les parents et pour le confesseur, le droit d'admettre à la première Communion; elle ne prescrit pas une admission par jugement concordant.

Le paragraphe 4 permet peut-être quelque doute; mais le paragraphe 5 n'en laisse aucun. Ici l'on approuve la Communion faite du consentement des parents *ou* du confesseur, alors qu'il était très facile — et même nécessaire, si l'on voulait donner une direction plus stricte — de parler du consentement des parents *et* du confesseur. Cette rédaction du paragraphe 5 nous permet donc d'en tirer un argument en faveur du sens donné plus haut au paragraphe 4 et de dire: interprétez le premier texte à la lumière du second plus clair, plus précis: ici, l'on n'exige pas l'admission par les parents, le consentement des parents; donc, là non plus, on ne l'exige point.

*
* *

Résumons. Exiger comme condition d'admission d'un enfant à la Communion privée la promesse des parents de faire ensuite fréquenter le Catéchisme paroissial à cet enfant est une mesure inadmissible, parce que la Communion est une affaire de l'enfant, dépendant de ses dispositions à lui, non pas des dispositions de ses parents. Refuser la Communion à un enfant, parce que ses parents ne veulent pas faire la promesse, c'est punir l'enfant pour la faute des parents.

Il ne faut pas chercher à justifier cette mesure en la présentant comme l'expression du consentement des parents à la Communion de leur enfant, consentement qui serait requis par le Décret *Quam Singulari*. Le Décret ne